



## Les législateurs israéliens sanctionnent Haaretz pour “atteinte à la légitimité de l’État”

Par [The Cradle](#)

Mondialisation.ca, 26 novembre 2024

[The Cradle](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#), [Droits humains et État policier](#)

Le cabinet du Premier ministre Benjamin Netanyahu [a voté](#) à l’unanimité le 25 novembre pour couper tout lien avec le plus ancien journal d’Israël, *Haaretz*, citant sa couverture critique de la guerre contre Gaza et les commentaires de l’éditeur du journal exprimant son soutien aux “*combattants de la liberté*” palestiniens, et appelant à des sanctions à l’encontre des dirigeants israéliens.

Le quotidien libéral israélien est d’orientation sioniste, mais publie parfois des articles critiques à l’égard du gouvernement et favorables aux Palestiniens.

Le cabinet a voté en faveur d’une proposition qui mettra fin au financement du journal par le gouvernement et annulera tous les abonnements des employés de l’État et des entreprises publiques.

*Haaretz* a réagi en déclarant que cette initiative n’est qu’une tentative de “réduire au silence un journal critique et indépendant”.

La suspension fait suite aux commentaires de l’éditeur de *Haaretz*, Amos Schocken, qui a exprimé son soutien aux Palestiniens vivant sous l’occupation israélienne lors d’un discours prononcé à Londres le mois dernier.

[Selon](#) *CNN*, Schocken a déclaré lors de son discours que

“Il (le gouvernement Netanyahu) se moque d’imposer un cruel régime d’apartheid à la population palestinienne. Il écarte les coûts de la guerre des deux camps pour défendre les colonies tout en combattant les résistants de la liberté palestiniens qualifiés de terroristes.

“Dans un sens, ce qui se passe actuellement dans les territoires occupés et dans une partie de Gaza est une seconde Nakba... Un État palestinien doit être établi et le seul moyen d’y parvenir, je pense, est d’appliquer des sanctions contre Israël, contre les dirigeants qui s’y opposent et contre les colons”, a-t-il ajouté.

Le ministre des communications, Shlomo Karhi, à l’origine de la proposition de suppression du financement de *Haaretz*, a été indigné par les commentaires de M. Schocken.

“Nous ne pouvons pas tolérer une réalité où l’éditeur d’un journal officiel en Israël appelle aux sanctions contre ce pays, soutient les ennemis de l’État en pleine guerre tout en se faisant financer par l’État”,

a déclaré Shlomo Karhi dans un communiqué.

M. Karhi a également critiqué la couverture de la guerre contre Gaza par le journal.

“Cette décision fait suite à de nombreux articles portant atteinte à la légitimité de l’État d’Israël dans le monde et à son droit à l’autodéfense”, a-t-il déclaré.

Face aux critiques, M. Schocken est revenu sur ses commentaires concernant les combattants de la liberté palestiniens. *Haaretz* a publié un éditorial indiquant que M. Schocken ne faisait pas référence au Hamas, mais aux “*Palestiniens vivant sous l’occupation et l’oppression en Cisjordanie*”.

Israël fait face à des allégations de la Cour internationale de justice (CIJ) pour avoir perpétré un génocide contre les Palestiniens à Gaza, tandis que le Premier ministre Netanyahu et l’ancien ministre de la Défense Yoav Gallant sont accusés de crimes de guerre à la Cour pénale internationale (CPI).

La CPI [a délivré des](#) mandats d’arrêt à l’encontre de Gallant et de Netanyahu la semaine dernière, près de six mois après que le procureur de la CPI, Karim Khan, les a requis auprès des juges de la Cour.

Lien vers l’article original en anglais :

<https://thecradle.co/articles/israeli-lawmakers-vote-to-sanction-haaretz-newspaper-citing-damage-to-legitimacy-of-the-state>

Traduction : [Spirit of Free Speech](#)

La source originale de cet article est [The Cradle](#)

Copyright © [The Cradle](#), [The Cradle](#), 2024

Articles Par : [The Cradle](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez

demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)